Communiqué conjoint des ministres des affaires étrangères du Small Group sur la Syrie, le 22 octobre 2020.

2020-10-22

Nous, ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, de la France, de la Jordanie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, réitérons notre soutien résolu en faveur d'une solution politique à la crise syrienne sur la base de la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous soutenons les efforts déployés par Geir? Pedersen, Envoyé spécial des Nations unies en Syrie, pour faire progresser le processus politique.

Une solution politique conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité est le seul moyen d'apporter à la population syrienne la paix, la stabilité et la sécurité de façon durable, et de faciliter ainsi le retrait de toutes les forces étrangères arrivées dans le pays après 2011. Cette solution doit préserver l'intégrité territoriale, l'unité et la souveraineté de la Syrie.

Nous avons pris acte de la création du Comité constitutionnel en 2019. Nous appelons à travailler de façon constante avec le Comité pour obtenir de réelles avancées dans les discussions sur la constitution, conformément à son mandat et à ses procédures.?Nous soutenons les efforts déployés par Geir Pedersen pour organiser la quatrième session de négociations, qui doit être l'occasion d'aborder des sujets de substance en vue de réaliser des progrès significatifs. Des mesures doivent être prises pour progresser sur tous les autres aspects du processus politique, notamment en vue de l'organisation d'élections libres et régulières, sous la supervision des Nations unies et dans un environnement sûr et neutre, telles que prévues par la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies, auxquelles les déplacés, les réfugiés et la diaspora doivent être en mesure de participer.

Près de dix années de conflit ont infligé de profondes souffrances à la population syrienne.? Des centaines de milliers de personnes ont perdu la vie et des millions ont été déplacées de force. Dans le contexte actuel de la pandémie de Covid-19 et de difficultés économiques persistantes, nous souhaitons insister une fois de plus sur la nécessité de fournir un accès humanitaire sûr et sans entrave à tous les Syriens qui en ont besoin, notamment dans les zones où la situation se dégrade sensiblement comme la province d'Idlib et le Sud de la Syrie. Nous voulons également appeler la communauté internationale à continuer de soutenir les réfugiés syriens ainsi que leurs pays et communautés d'accueil, jusqu'à ce que les

Syriens puissent regagner leurs foyers volontairement, dans la sécurité et la dignité. En outre, nous nous opposons aux changements démographiques forcés et nous engageons à ne pas fournir d'aide financière à la réinstallation de réfugiés syriens si celle-ci n'a pas lieu conformément aux normes du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

En outre, nous voulons réaffirmer que les efforts en vue d'une solution politique conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité doivent aboutir à des progrès visant à faciliter le retour volontaire des déplacés et des réfugiés dans la sécurité et la dignité ainsi que permettre la libération des Syriens en détention, et de demander des comptes aux responsables d'atrocités. Nous soulignons qu'un soutien international suffisant est nécessaire afin d'aider les pays d'accueil des réfugiés à répondre aux besoins de ces derniers et à préserver la résilience des communautés hôtes.

Aucune solution militaire n'apportera la paix, la sécurité et la stabilité en Syrie. Le seul moyen d'offrir un avenir meilleur à l'ensemble de la population syrienne est de progresser dans la mise en oeuvre du processus politique prévu par la résolution 2254 du Conseil de sécurité et d'instaurer un cessez-le-feu à l'échelle nationale, mesure qui figure également dans la résolution 2254.

Nous réaffirmons notre détermination à vaincre durablement Daech et les autres groupes reconnus comme terroristes par les Nations unies, notamment al-Qaïda et HTC, dans toute la Syrie, y compris au Nord-Ouest et au Sud du pays.?Nous exprimons notre profonde inquiétude concernant la menace terroriste dans le Sud de la Syrie et nous nous engageons à soutenir l'action humanitaire dans cette région. Nous déplorons le risque croissant de voir le conflit syrien s'internationaliser davantage du fait que différentes parties au conflit transfèrent des combattants, dont des extrémistes, et du matériel vers d'autres zones de conflit.?

source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 26 octobre 2020

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/276895-ministere-de-leurope-et-des-affaires-etrangeres-22102020-syrie